

SOMMAIRE

Editorial

Trois sujets pour une puissance.....p1

Temps forts

Wikileaks en Chine –plus de peur que de mal ?p2
Huile, petits pains frelatés.....p2
Maldonne chez Hanlong.....p2

A la loupe

Mer du Sud—
amorce de changement de capp3
Barrage africain -
la Chine ouvre les vannes..... p3

Petit Peuple 老百姓

Shanghai—le gendarme voleur.....p4

Rendez-vous.....p4

Abréviations.....p4

Les photos de la semaine



Don d'ubiquité pour **Wen Jiabao** :
à Pékin (13/09) avec le MAE français
Alain Juppé (haut), puis (14/09) avec
Klaus Schwab, (organisateur du WEF)
à la tribune du Sommet de Davos,
à Dalian (bas)

Notez la standing ovation qui lui est
réservée, et son apparition en leader
mondial, voire sauveur ultime du
capitalisme !



EDITO

TROIS SUJETS POUR UNE PUISSANCE

Trois dossiers d'actualité, impliquant la Chine et le monde, furent discutés à Pékin par **Alain Juppé** (12-14/09), au terme d'un périple planétaire de préparation du **G20** de novembre à **Cannes**.

① Juppé venait pour peaufiner une réforme des flux financiers, acceptable au plus grand nombre. Mais soucieux de réserver à N. **Sarkozy** (*voire à une poignée de décideurs du monde*) la teneur des «*ouvertures nouvelles importantes*» acquises lors des échanges, Juppé se bornait à révéler que cette réforme ne se «*ferait pas en un jour*». Cette discrétion un peu atypique nourrit le soupçon : l'écart conjoncturel croissant entre Chine et Europe ne serait-il pas en train de décourager la Chine d'adhérer à l'ambitieux partenariat offert par Sarkozy ? Un an d'efforts diplomatiques français vers Pékin seraient-ils sur le point de déboucher sur le néant ?

② Les 2 Ministres des Affaires étrangères ne pouvaient éviter le sujet de la crise des bourses et banques européennes—tirées dans le gouffre de l'économie grecque. Clairement, le remède de cheval imposé à Athènes l'achève au lieu de la guérir. D'autres commencent à souffrir, telle l'**Italie**, très endettée (1900MM€). Pour continuer à emprunter au rythme de 12MM€/semaine, elle paie près de 4% de plus que l'Allemagne—les émissions présentes ne servant qu'à refinancer la dette passée, sans même parler de la résorber. Ceci, afin d'éviter le défaut de paiement—sort qui semble inéluctable pour la Grèce dans les mois prochains.

Or, voilà que dès le 12/09, des indiscretions suggéraient des achats *significatifs* de *bons* italiens, par une Chine volant à son secours. Scepticisme à travers le monde : pourquoi acheter des titres italiens douteux, dont mêmes les Européens ne veulent plus. Ex-conseiller à la BPdC, **Yu Yongding**, exprimait un sentiment courant en Chine, en disant : «*la Chine n'a pas vocation à être le sauveur des pays en difficulté*».

Pourtant à Dalian, devant le Gotha des décideurs du **WEF** (14/09), le 1^{er} ministre **Wen Jiabao** confirmait la dis-

ponibilité chinoise à injecter des fonds en Europe, pour peu que ses Etats prennent les mesures pour calmer leur marché. Mais rien sans rien. En contrepartie, Wen attendait de la zone Euro des gestes «*courageux*», tel l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché, peut-être dès le sommet Europe-Chine le 25/10, à Tianjin.

Enfin Wen pratiquait l'optimisme sur commande, réaffirmant sa foi dans la capacité de l'UE et des USA à guérir. Malgré la récession extérieure et l'inflation interne (+6,2% en août), la réforme continuerait : le maintien d'une forte croissance (9% cette année) serait «*la contribution chinoise à la convalescence de l'économie mondiale*».

③ 3^{ème} sujet abordé : le printemps arabe—Chine et UE échangeant sur le bouleversement dans cette région. Face à la **Libye**, ce n'est que le 12/09 que la Chine reconnut, bonne dernière des puissances, l'autorité du CNT—ce dernier ayant lui-même réconfirmé la veille la validité des 20MM\$ de contrats signés par 26 firmes chinoises sous Kadhafi. Des semaines de conciliabules s'achevaient ainsi, probablement sous la pression de Pékin, contrôlant le dégel de 15MM\$ d'avoirs de l'ancien régime, bloqués à l'étranger.

Le hasard voulut qu'au même instant se révèle la tentative par trois consortia militaires chinois, jusqu'en juillet, de vendre à Kadhafi pour 200M\$ d'armes. Avec une telle image auprès des Libyens, faire reconfrmer ses contrats est un grand succès pour la Chine, prouvant que l'offre chinoise de développement *low cost*, faite aux pays émergents, reste irremplaçable.

Enfin, face à la **Syrie**, Juppé annonça que Pékin n'avait en rien changé d'avis dans son refus (*partagé avec Moscou*) d'une condamnation à l'ONU de la sanglante répression par Damas. Sauf renversement de situation sur le terrain, la Chine, résolument conservatrice, maintiendra son soutien impavide au dictateur **Bachar el Assad** et à son Parti **Baas**—faisant ainsi un pari risqué, quitte ou double !

WIKILEAKS EN CHINE – PLUS DE PEUR QUE DE MAL ?

Le 2/09, **Wikileaks** lançait sur son site une salve (2^{de} en 1 an) de messages internes de la diplomatie US : le reste des 251.287 câbles en sa possession, dont 12% émis depuis la Chine. Mais contrairement au 1^{er} flux de novembre 2010, ces rapports classifiés «*secrets*» ou «*confidentiels*» n'ont pas été dévoilés via les média, afin d'assurer l'anonymat des sources, mais en clair, pour leur donner la chance d'être lus avant que les situations auxquelles ils se rapportent ne soient oubliées. De la sorte, une 100^{aine} de têtes pensantes chinoises se trouvent citées, profs de fac, lamas, écrivains, avocats, hommes d'affaires, voire leaders politiques.

La pire conséquence redoutée par la Maison-Blanche : une frappe policière sur les plus bavards. Cela n'a, peut-être, pas eu lieu mais une autre suite s'enclenche inexorablement : une chasse aux sorcières par des hordes d'internautes citoyens, parfois menées par un «*ténor*» de la toile chinoise. Ainsi **Fang Youzhi**, célèbre traqueur d'écrivains plagiaires, accuse dans son micro-blog l'activiste **Yu Jianrong** d'être un «*vendu*» (xiànrén, 线人), pour avoir décrit aux diplomates US l'explosion des problèmes sociaux dans les campagnes. En fait, de la part de Fang, c'est un règlement de comptes. Depuis 2005, il traque Yu, son rival dans l'opinion—ce chercheur à la **CASS** s'étant fait connaître en pourchassant les cadres qui confisquent les terres des paysans et les kidnappeurs de jeunes enfants. Fang livre donc Yu à la vindicte de ses 1,1M de suiveurs, toujours prêts à s'enflammer sur tout thème touchant au patriotisme. Yu se défend, rappelant que ses entretiens se sont déroulés devant témoins et ont été approuvés par le Parti. Il exige de bien improbables «*excuses*» : affaire à suivre !

En tout état de cause, le «*pavé dans la mare*» du «*cable-gate*» de Wikileaks apporte bien d'autres éclairages, par-

fois plaisants, dans bien d'autres domaines. Ainsi en 2008, lors du crash financier US, des câbles montraient des manœuvres chinoises pour racheter des parts des banques dans la tourmente, puis en 2009, de l'or en quantité, dans l'espoir d'«*éroder la suprématie du dollar*». En 2009, après le test nucléaire effectué par la Corée du Nord, **He Yafei**, vice MAE traite d'«*enfant gâté*» le régime de **Kim Jong-il**, et le vice-1^{er} **Li Keqiang** avertit charitablement l'ambassadeur de ne pas prendre trop à la lettre les chiffres «*concoctés*» du PIB national. Tandis que d'autres câbles de l'année rendent à **Li Changchun** et **Zhou Yongkang** (*membres du tout puissant Comité Permanent*) les paternités respectives des pressions pour censurer **Google** en Chine, et de l'attaque cybernétique massive contre son site. L'un des deux hommes étant réputé avoir agi pour motif personnel... Tandis que Xi Jinping, futur n°1, passe pour «*dénué de charisme*» dans les dîners, selon l'avis des dames.

Bilan : cet incident qui n'a été voulu, ni par Pékin ni par Washington, offre, en fin de compte, du grain à moudre à tout le monde.

Le partenaire américain en savait en fait plus sur le fonctionnement interne chinois que n'aurait pu le croire le PCC - même si la fuite de ces *secrets* ne change pas la face du monde. En somme, le «*cablegate*» pourrait conduire à une prise de conscience sur le prix toujours plus élevé à payer pour maintenir un tel niveau de secret sur les affaires du pays—pour un résultat finalement décevant. Côté américain, on aura pu s'émuouvoir d'un risque d'évaporation des sources, suite à la lourde déchirure de sa muraille diplomatique. Mais pas trop, tant l'offre et la demande en données chinoises fiables – le besoin de communiquer de part et d'autre— sont incompressibles.

HUILE, PETITS PAINS FRELATÉS

Deux scandales alimentaires se succèdent le même jour (14/09). Le Min. de la Sécurité publique annonce le démantèlement de 2 lignes de production et 6 labos clandestins d'**huile frelatée** dans 14 provinces : 32 arrestations, 100t saisies. Venue des restaurants, l'huile de rebut, au lieu d'être convertie en biocarburant, était filtrée par des firmes telle la **Jinan Green Bio Oil** (*Shandong*) pour en ôter la couleur noire et l'acidité. Mais elle n'ôtait pas des poisons tel l'aflatoxine, cancérigène. Le problème est universel : la Chine consomme 22,5Mt d'huile végétale, sans compter au moins 2t d'huile périmée, dont se sert un *bouboui* sur 10.

L'autre souci concerne les «*baozi*» (*petits pains étuvés*) d'une banlieue de Pékin : la farce imitait la viande, ce qui n'est pas forcément nuisible, mais illégal. De plus, l'essence de parfum était importée, et sa formule non traduite.

A y regarder de près, les 2 fraudes sont du même type : frappant les pauvres, sur des produits de base (*huile, viande*) dont les prix ont flambé cette année. Si l'on ajoute ces organophosphates dénoncés par l'OMS comme disrupteur hormonal, détectés le 12/09 par **Greenpeace** sur des légumes de supermarchés (**Tesco, Lianhua**) entre Pékin, Shanghai et Canton, l'ambiance n'est pas au beau fixe : la loi de sécurité alimentaire de 2009 ne s'est pas imposée, malgré 2000 arrestations de fraudeurs depuis lors.

Conclusion de **He Dongping**, expert alimentaire, il faudra 10 ans à la Chine, pour venir à bout de ses huiles frelatées. D'ici là, prudence !



Pêche à l'huile frelatée, Pékin, 2010 (photo AFP Getty)

MALDONNE CHEZ HANLONG

Depuis l'été **Hanlong**, groupe minier privé sichuanais s'acheminait vers le rachat de **Sundance** et **Bannerman** (*Australie*) pour 1,5MM\$ et 144M\$. On négociait - l'accord était proche. Las! Voilà que l'**ASIC**, tutelle australienne, met en examen cinq personnes dont trois cadres de Hanlong, pour délit d'initié : en juillet, ils auraient joué en bourse de Sydney sur des données secrètes des titres australiens en cours de rachat, leur permettant d'empocher 2M\$.

L'affaire ne plaît pas non plus à la **NDRC**, très à cheval sur l'image du pays. La manipulation pourrait inciter ce chef d'orchestre des investissements chinois à l'étranger à laisser d'autres groupes chinois surenchérir, privant Hanlong de son exclusivité sur ce rachat. Ce scandale sino-étranger en rappelle un autre, de 2002. Un certain **Wang Xuebing** avait détourné 480M\$ à l'agence new-yorkaise de la Banque de Chine, qu'il dirigeait. Wang avait pris 12 ans ferme, à Pékin en 2003. Type de fraude qui révèle l'impression fallacieuse de liberté et d'impunité des businessmen chinois hors de Chine.

Mais qu'on se rassure : à Sydney, désireuses de mener le mariage à terme, les trois firmes travaillent d'arrache-pied pour s'entendre sur le bon prix (300 à 500M\$ de plus). A cet effet, **Kang Huanjun**, le Vice Prsdt de Hanlong, vient de faire le grand voyage. Elles font aussi valoir, par voie de presse, que le scandale éclabousse des employés de Hanlong, pas les firmes—nuance...

MER DU SUD—AMORCE DE CHANGEMENT DE CAP

La rentrée diplomatique chinoise s'est focalisée sur un dossier chaud, la Mer de Chine du Sud. Fin août, le Président philippin **B. Aquino** visitait Pékin (cf *VdLC n°28*). Le 7/09 le Conseiller d'Etat **Dai Bingguo** s'envolait pour Hanoï. A chacune rencontre, l'ambiance se veut cordiale. Aquino rentre avec la promesse d'une route navale à l'abri d'arraisonnements chinois. Dai fait miroiter aux Vietnamiens des explorations pétrolières conjointes et s'engage à accélérer les palabres de partage des droits économiques sur cette mer, selon ❶ le Code de conduite de 2002 et surtout ❷ la loi internationale: ce qui change toute la donne !

Une déchirante révision semble avoir lieu à Pékin sur ce sujet. Symbole : à Jinjiang (*Fujian*), **Tan Qixiong**, le patron pêcheur, arrêté en 2010 au Japon pour avoir chargé deux garde-côtes près des îles Diaoyu/Senkaku, est aujourd'hui interdit à vie de reprendre la mer : dur coup du sort, après avoir été défendu bec et ongles par l'Etat chinois, et accueilli à son retour en héros national !

Mais cette révision est loin de faire l'unanimité. Publié le 06/09, un Livre blanc de l'Etat énumère toujours parmi ses intérêts vitaux, intégrité et unité territoriales : preuve d'une influence persistante des intérêts conservateurs. Par contre, on remarque la sourdine apportée par le professeur **Wang Anling**, à son discours d'ordinaire patriotique : « *Certes, notre revendication sur la Mer de Chine est sacrée, mais elle ne vaut pas la stabilité dans la région* ».

Selon un expert occidental, ce malaise que vit la Chine a pour origine une erreur d'interprétation faite 10 ans en arrière, sur les intentions des Etats-Unis. Dans les années 2000, la marine US se faisait discrète en Asie sous **G.W. Bush**, et **B. Obama** était élu sur un programme de politi-

que intérieure. Pékin en déduisait que les USA étaient en train de se désengager du Pacifique, la laissant y étendre son empire, selon la doctrine de l'amiral **Liu Huaqing**, qui se donnait 30 ans pour, îles après îles, accéder au Pacifique. Mais dès 2008, malgré sa pénétration « douce », la Chine ne pouvait que constater l'inquiétude de ses *petits* voisins, leur appel aux Etats-Unis—qui répondirent alors par un soutien sans équivoque. Dès lors, l'APL tentait le forcing, multipliant les gestes unilatéraux de souveraineté sur la Mer de Chine—renforçant la tension, contredisant ses promesses de bon voisinage. Les choses empirèrent après juillet 2010, date d'inauguration de l'Accord régional de libre-échange. Dès lors, les pays de l'ASEAN, assurés d'obtenir ces privilèges douaniers, n'avaient plus de raison de se taire, commencèrent à se défendre. Hanoï invita les pays riverains à s'unir, les USA et la Russie à revenir, internationalisant le conflit.

Dai Bingguo a donc fait cette concession essentielle, de traiter le dossier « *selon la loi internationale* », donc selon la Convention du droit de la mer de l'ONU. Mais son pays insiste toujours pour un règlement bilatéral séparé avec chaque pays, ce que les autres n'accepteront jamais. Et le temps presse - des nuages s'accumulent. Le 14/09, Vietnam et Indonésie conviennent de lancer des patrouilles conjointes en Mer de Chine du Sud, et l'Inde annonce une campagne d'exploration, par sa compagnie ONGC, dans deux zones vietnamiennes, rejetant le veto chinois comme « *sans fondement légal* »... Tout ceci suggère que la position chinoise est de moins en moins tenable, et accentue la fragilité de la « *cordialité* » exprimée lors des rencontres avec le Vietnam, les Philippines —et toute l'Asie !

BARRAGE AFRICAIN— LA CHINE OUVRE LES VANNES

Dans l'irrésistible expansion de la Chine vers l'**Afrique**, combattant les vieux liens avec l'Europe, il est un domaine où Pékin déploie un de ses atouts maître : sa technologie des barrages, pour l'irrigation, la maîtrise des crues et la production d'électricité. De 2001 à 2007, son invest. à travers le continent noir s'élevait à 3MM\$. En 2009, elle promettait d'ici 2013, au Sommet Chine-Afrique du **FOCAC** 10MM\$ de prêts concessionnaires. Elle a peut-être déjà dépassé ce montant, puisqu'entre **Ethiopie**, **Soudan**, **Ghana**, **Zambie**, **Gabon**, **Congo** et autres, les projets en cours ou juste achevés atteignent aujourd'hui 9,3MM\$.

Le dossier chinois semble fort. Pour ses 800M d'âmes, l'Afrique produit (*source Banque Mondiale*) autant d'électricité que l'Espagne (46M). Depuis 1995, sa production monte d'1%/an et ses besoins de 10%. Or de ses fleuves, une de ses richesses (son « *château d'eau* »), seuls 3% du potentiel hydro est exploité, contre 52% pour l'Asie du Sud-Est. En face, les lobbies écologistes font remarquer que le réseau fluvial, limoneux, promet un envasement plus rapide qu'ailleurs. En tout état de cause, l'Ouest n'a pas su aider l'Afrique à se doter d'un réseau électrique conforme à ses besoins. La Chine le fait, à prix impossibles à suivre pour d'autres, apportant travailleurs, équipements et financement, se payant en matières premières.

Projet phare, le barrage **Gibe III** devant ouvrir en 2013, sera le plus haut d'Afrique (243m), et pour 2,2MM\$, doublera la capacité électrique de l'Ethiopie —au prix, disent ses détracteurs, de la destruction d'un sanctuaire d'hippopotames et d'oiseaux sauvages. Même modèle au Nigeria, où moyennant un prêt chinois de 2,5MM\$, d'ici 2013, le barrage de Mambila doublera (à 4000MW) la production

nationale. Sur les chantiers, des groupes de génie civil et d'ingénierie, comme **Sinohydro** ou **Dongfang Electric**, sont en tête, exportant leur main d'œuvre par centaines de milliers, dont une part choisit ensuite d'établir sur place de petits commerces, faisant venir leurs proches et vendant leurs bassines en plastique, vélos et tissus traditionnels —au risque de mettre sur la paille le commerce local. Côté financement, des banques telles l'**Eximbank** ou l'**ICBC** offrent des prêts à taux préférentiels. De la sorte, la Chine a détrôné en 2009 les USA comme 1^{er} partenaire de l'Afrique, avec 14% du marché, et leurs échanges ont grandi en 10 ans de 10MM\$ à 127MM\$ en 2010.

La Chine complète son offre énergétique à ses partenaires d'Afrique par des investissements en énergies nouvelles, qu'elle teste sur ce marché. Ainsi dans 40 pays, pour 100M\$, elle finance 100 projets d'énergies renouvelables, comme cette centrale photovoltaïque de **Suntech** d'une capacité de 50mW à **Droogfontein** (*Afrique du Sud*). **Longyuan** prépare plusieurs projets de fermes à éoliennes et **Hua Lien International** ouvre des usines d'éthanol au Benin, Sierra Leone et Mozambique, palliant ainsi le manque de ces pays en carburant.

Pour revenir à la stratégie chinoise de barrages en Afrique, la polémique n'est pas prête de s'éteindre, mais l'Afrique, pour l'heure, semble avoir fait son choix. En mars, lors d'une conférence à Addis-Abeba, **M. Zenawi**, 1^{er} ministre éthiopien déclarait : « *l'hydroélectricité devra être au cœur de l'approvisionnement énergétique de l'Afrique* ». Propos choquants pour l'Occident, après que le barrage Gibe III, refusé par la BM et d'autres banques occidentales, ait été « *sauvé des eaux* » par Pékin.

SHANGHAI—LE GENDARME VOLEUR

Comme partout ailleurs, l'inversion des valeurs n'est pas rare en Chine. L'histoire qui suit, la chute d'un jeune homme vertueux gâté par son talent, a fait du bruit cet été, au Céleste empire.

Toujours 1^{er} de la classe, Wan Xiang passait en 1998 à Shaoyang (*Hunan*) son bac avec un palmarès suffisant pour intégrer la fameuse université Tongji (*Shanghai*). Puis, il franchissait aisément le concours d'entrée à la police nationale (*Groupe Général de Reconnaissance Pénale*), qui l'envoyait pour un master à Fudan, l'autre université phare de la métropole.

Sur ce qui lui arriva les 6 années suivantes, la presse reste confuse ou pudique. Wan Xiang semble avoir été corrompu par l'exemple de ses collègues et par la collusion dangereuse entre business, ronds de cuir et mafia, par l'impunité totale de sa fonction publique. Déçu, il se serait jeté dans les petites magouilles puis les grosses, jetant aux orties la morale professionnelle et le service du peuple. Mais avec un cer-

veau comme le sien, il fallait plus de défi, plus d'amplitude dans le crime : Wan serait milliardaire ou rien !

En février 2009, à 29 ans, après des mois de préparatifs, il ouvre sa galerie sur internet, «*Shanghai-élégance*», dédiée aux produits cosmétiques. Puis cinq mois après, changement de cap : il s'attaque au business de la fringue de luxe, beaucoup plus rentable. Faut-il le préciser ? Tout est contrefaçon, lui permettant d'offrir du «*Prada*», «*Chanel*» et bien d'autres, à 10% voire 20% des prix originaux.

Chaque matin donc, après un bref passage au service (*car policier il est encore*), il se rend à son quartier général, une villa louée en banlieue sur Jinglian. 38 petites mains y travaillent, photographes, informaticiens, manutentionnaires et emballateurs. Il a au total trois boutiques et galeries virtuelles, «*Shanghai-élégance*», «*Nuomizhijia*», «*Luoshen*». Sauf à une poignée de lieutenants de toute confiance, Wan ne révèle jamais l'origine de sa camelote —les

marchés de gros de Canton, Shenzhen ou Hangzhou. Le succès ne se fait pas attendre. Dès septembre 2009, Wan a encaissé 100.000 ¥. 12 mois après, le million est franchi. A l'été 2010, notre jeune ripou a franchi le Rubicon, démissionnant de la police pour se consacrer à plein temps à ce passe-temps si lucratif. En sept., il a déménagé son QG un peu plus loin, en plus gros, sur Jiangyin. Et par habile référencement, il a fait monter son entreprise marchande à 2 étoiles dans le système national d'évaluation qualité, qui en compte cinq.

Malheureusement, la chance ne dure pas. 60 jours après le déménagement, un client se plaint au Bureau municipal du commerce et de l'industrie : sa veste Burberry à 1700 yuans a un problème de doublure, et quand il s'est plaint par tél, le SAV de Luoshen l'a envoyé sur les roses—un manque de jugement qui lui sera fatal.

Car Wan Xiang l'ignore peut-être, mais c'est le mauvais geste, au mauvais moment. Une campagne natio-

nale anti-piratage est en cours, dont les responsables ont besoin de résultats.

De plus, les ex-collègues de Wan n'ont pas apprécié son lâchage et se demandent ce qu'il trafique. Ils le mettent sur écoute, et une fois certains de leur piste, font une descente (8/12). La prise est de taille : 50M€ de matériel est saisi ainsi que 16.195 articles aux griffes usurpées de 65 grandes marques, lesquelles se font une joie de se porter parties civiles... Wan Xiang s'enfuit, vivote en cavale, avant de se faire pincer en février à Guizhou dans un cybercafé.

L'épilogue arrive quatre mois plus tard : face aux juges de Jiangying, sa vieille maman accourue en catastrophe de Shaoyang, n'a su attendrir le juge, qui coffre Wan Xiang pour cinq ans fermes, sans compter 5M¥ d'amende.

Hélas pour lui, car il persiste à croire que sa barque a coulé dans un «*canal traître*» (阴沟里翻船 yīn gōu lǐ fānchuán) : c'est la faute à «*pas-de-chance*», pas la sienne !



Ville anonyme-concerto pour 500 climatiseurs et orchestre !

Consultez notre Blog

www.leventdelachine.com/blog.php

Essayez aussi notre moteur de recherche - 16 ans d'archives du Vent de la Chine

Le proverbe de la semaine

阴沟里翻船

« yīn gōu lǐ fānchuán »

Couler dans un canal traître

RENDEZ-VOUS 约会

19-21 sept., Pékin : Salon des équipements de l'industrie nucléaire

21-23 septembre, Pékin : Ng China Salon du Gaz naturel

21-23 sept. Shanghai : EP China – Salon de la production et distribution d'énergie

21-24 septembre, Pékin : Salon de l'Aéronautique et Salon de la gestion des aéroports

23 sept., Tianjin Binhai : Sommet int'l de la voiture électronique

19-25 septembre, Pingyao : Festival de la Photographie

ABBREVIATIONS ET SIGLES

M: million, MM: milliard,

APL : Armée Populaire de Libération ; ASEAN : Association des Nations d'Asie du Sud-Est ; BdC : Banque de Chine ;

BM : Banque Mondiale ; BPdC : Banque populaire de Chine ; CASS : Académie chinoise des Sciences Sociales ; CNT : Conseil National de Transition (Libye) ; ICBC: Industrial & Commercial Bank of China; FOCAC : Forum on China-Africa Cooperation;

NDRC : National Development and Reform Commission ; UE : Union Européenne ; WEF : World Economic Forum.